

ENTRETIEN AVEC MAURICE ALLAIS (31)



Face à la mondialisation, les propositions d'un réformateur

Une interview de Maurice Allais (31), prix Nobel d'économie par Philippe Laurier, enseignant à l'École polytechnique

PHILIPPE LAURIER : *En quoi vous revendiquez-vous «réformateur» par rapport à la mondialisation et la globalisation ?*

Réformateur est un qualificatif qui me paraît être un résumé conforme de ma position. Concernant la globalisation, il faudrait tout d'abord définir en détail ce que ce terme recouvre, mais s'il désigne l'interpénétration des économies, quand elles sont totalement ouvertes, alors je suis contre. Je suis contre la globalisation des échanges qui est un suicide. Contre la globalisation sous ses diverses formes : j'ai écrit contre la globalisation agricole, et ai pris au contraire position pour la protection de l'agriculture.

PHILIPPE LAURIER : *La globalisation et la mondialisation seraient donc au cœur de la crise actuelle ?*

Ce point de vue très clair a été indiqué dans *La crise mondiale d'aujourd'hui*, publié il y a dix ans et qui forme un premier condensé de ma position. Dans ce petit bouquin se trouvait déjà tout ce qu'il faut concernant la réforme des institutions financières et monétaires, celle du système monétaire international, celle du crédit et celle de l'indexation. J'y critiquais «la doctrine du libre-échange mondialiste impliquant la disparition de tout obstacle aux libres mouvements des marchandises, des services et des capitaux. Suivant cette doctrine, la disparition de tous les obstacles à ces mouvements serait une condition à la fois nécessaire et suffisante d'une allocation optimale des ressources à l'échelle mondiale. Le marché, et le marché seul, était considéré comme pouvant conduire à un équilibre stable, d'autant plus efficace qu'il pouvait fonctionner à l'échelle mondiale. (...)

En fait, le nouvel ordre mondial, ou le prétendu ordre mondial, s'est effondré et il ne pouvait que s'effondrer.» Les facteurs majeurs de la crise mondiale de 1998 m'apparaissent être effectivement, outre l'instabilité du système financier et monétaire mondial, «la mondialisation de l'économie à la fois sur le plan monétaire et sur le plan réel». C'est le cas aujourd'hui encore, avec une ampleur plus forte.

PHILIPPE LAURIER : *Des éléments nouveaux ont-ils modifié vos analyses ?*

À l'époque, j'avais sous-estimé l'importance des *traders* et leur rôle sur la Bourse et sur les mécanismes de fixation des cours, qui sont des sujets essentiels sur lesquels il faut désormais accroître les recherches économiques. Il faut réfléchir beaucoup plus sérieusement qu'on ne le fait actuellement à ce mystère qu'est le mode de formation réel des cours boursiers. C'est la réalité qu'il nous faut étudier. Combien y a-t-il exactement de *traders* dans le monde ? Quels sont les liens qui existent entre eux ? Quelle est leur influence véritable sur les variations de cours ? L'occasion qui m'est donnée de m'exprimer ici sera aussi pour m'adresser à vos lecteurs spécialistes des *traders*, qui pourront m'adresser toute information utile par courrier. Par avance, je les en remercie¹.

Mes réflexions de 1998 étaient plus concentrées sur le mode de cotation des cours, où je critiquais en particulier le principe de la cotation continue. Cette cotation continue, avec les marchés sur indice et les nouveaux instruments financiers, ne m'apparaissait profitable que pour «tous les professionnels de la Bourse, agents de change, *market makers*,

initiés de toutes sortes, qui tirent de très grands profits du fonctionnement de ces institutions. (...) Cette organisation est fondamentalement nuisible pour l'ensemble de l'économie. » Ces réflexions étaient une dénonciation du fait que les Bourses soient devenues de véritables casinos qui opèrent au sein d'un système défavorable à un fonctionnement correct des économies. J'avais également écrit que « la spéculation sur les indices et les produits dérivés doit être interdite », et si cette proposition avait été écoutée, nous ne connaîtrions pas une crise de l'ampleur actuelle.

PHILIPPE LAURIER : Vous évoquez un premier condensé. Quelle suite a-t-il eu ?

Un deuxième condensé de plusieurs autres de mes positions se trouve dans un ouvrage publié en 2005, *L'Europe en crise – Que faire ?* qui se concentrait sur le libre-échange appliqué au commerce des marchandises, surtout celles de l'industrie et de l'agriculture. Or, il est essentiel de rappeler que la plus grande part du chômage que nous connaissons aujourd'hui ne provient pas encore de la crise monétaire, mais bien de délocalisations elles-mêmes causées par une ouverture excessive du commerce avec des pays à niveau de salaire trop différent, comme c'est le cas pour ceux d'Asie ou d'Europe de l'Est. Ces disparités de coûts salariaux ne sont pas durablement supportables. La « délocalisation des activités industrielles et la délocalisation des investissements financiers » étaient mises sur un même plan, au sein d'un libre-échange mondialiste. Et je rappelais que « la libéralisation totale des mouvements de biens, de services et de capitaux à l'échelle mondiale, objectif affirmé de l'OMC, doit être considérée comme nuisible ».

PHILIPPE LAURIER : Quelles sont dès lors vos propositions de réforme ?

Ma proposition est de restaurer une « légitime protection »², c'est-à-dire des formes de protection semblables à ce qu'était la préférence communautaire jusqu'à ce que survienne la Grande Cassure de 1974, à savoir cette politique excessive de libéralisation des échanges extérieurs. Il est essentiel de pouvoir se protéger par le rétablissement de protections « raisonnables et appropriées » ainsi que par le contrôle des mouvements de capitaux. Cela peut se réaliser au sein de cadres régionaux groupant des pays de développement écono-

mique et social comparable. À l'intérieur de ces ensembles homogènes pourraient perdurer une concurrence saine, efficace et bénéfique, et une liberté forte des échanges. Tout en les rendant capables de se protéger des désordres extérieurs et des distorsions indues de concurrence nées de cette anarchie institutionnelle, aggravée par le système des taux de change flottants. J'avais en 2005 rappelé qu'une « société libérale n'est pas et ne saurait être une société anarchique. Il ne saurait être d'économie de marchés (marchés au pluriel) efficace si elle ne prend pas place dans un cadre institutionnel et politique approprié. Une mondialisation précipitée et anarchique ne peut qu'engendrer partout instabilité, chômage, injustices, désordres et misères de toutes sortes. »

PHILIPPE LAURIER : Pensez-vous être entendu ?

Si aujourd'hui ces « propositions d'un réformateur » n'étaient pas entendues, c'est non seulement la destruction de nos industries et de notre agriculture qui serait enclenchée, mais nous assisterions de plus à la montée inéluctable des forces de désagrégation sociale. ■

1. Le courrier peut être adressé *via* l'École des mines, 60, bd Saint-Michel, 75006 Paris.
2. Voir la « Lettre aux Français » publiée le 5 décembre 2009 dans le magazine *Marianne*.

Création d'un prix d'économie « Maurice Allais »

Ma vocation de chercheur en économie, parallèle à celle pour la physique, doit beaucoup à une bourse dont j'avais bénéficié en 1933 pour aller observer la crise économique aux États-Unis, avec trois autres camarades. À mon tour aujourd'hui, j'ai pour projet de fonder un prix en économie qui puisse être décerné à des jeunes. Ce prix Maurice Allais couvrirait les domaines où j'ai travaillé, et au premier plan d'entre eux l'étude des crises économiques. L'intérêt que nous avions en 1933 pour cette crise américaine était né du cours d'économie que donnait le professeur François Divisia. À l'époque, l'École polytechnique ne comptait qu'un seul professeur d'économie, et j'ai été surpris de découvrir qu'il y existe actuellement tout un département d'économie, dont je serais intéressé de recevoir quelques notes sur leurs travaux.

Maurice ALLAIS